

Question écrite n°518 - Sujet : Excision féminine dans certains pays cibles de la coopération luxembourgeoise

Auteur(s) : Madame Nancy Arendt épouse Kemp, Députée

Destinataire(s) : Monsieur Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

Date limite de réponse à la question : 20-08-2005

Evènement(s) :

| Date | Description | Liens |
|------------|--|-------------------------------|
| 20-07-2005 | Dépôt de la question | Document écrit de la question |
| 03-08-2005 | Réponse écrite de Monsieur Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | Document écrit de la réponse |



CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Entrée le :

20 JUIL. 2005

Q518

Monsieur Lucien Weiler
Président de la Chambre des Députés
Luxembourg

Luxembourg, le 20 juillet 2005

Monsieur le Président,

Par la présente, j'ai l'honneur de vous informer que, conformément à l'article 75 du Règlement de la Chambre des Députés, je souhaiterais poser une question parlementaire à Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire concernant l'excision féminine dans certains pays cibles de la coopération luxembourgeoise.

Aujourd'hui l'excision féminine est toujours pratiquée dans de nombreux pays africains et surtout au Burkina Faso et au Mali, pays cibles de la coopération luxembourgeoise. Selon l'Organisation Mondiale de la Santé, le taux de circoncision féminine dépasse les 80% au Burkina Faso et, jusqu'à 94% de toutes les jeunes filles du Mali sont excisées. Cet acte brutal n'est pas dicté par l'Islam pratiqué par la moitié de la population du Burkina Faso et la majorité des Maliens (90%) mais accompli au nom du rite et de la tradition. Les mutilations sexuelles, souvent effectuées dans des conditions primitives et antihygiéniques, compromettent gravement la santé des femmes et constituent sans conteste une atteinte grave à leur intégrité physique. Elles entraînent des complications de santé à court et à long terme allant de l'infection grave à la mort. En outre, les jeunes filles excisées éprouvent beaucoup de problèmes lorsqu'elles sont enceintes et ont plus de difficultés au moment de l'accouchement. Elles connaissent notamment plus d'accouchements prématurés et courent un risque plus grand de décès.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire :

- Les programmes au développement englobent-ils des campagnes de prévention et de sensibilisation des femmes et des hommes aux problèmes de santé engendrés par l'excision afin de contrer cette pratique ?
- Dans l'affirmative, quels sont les finalités et le contenu de ces campagnes ?
- Quelles sont les mesures concrètes envisagées sur le terrain ?
- Quels sont les moyens financiers engagés à cet effet ?

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma très haute considération.

Nancy Arendt
Députée

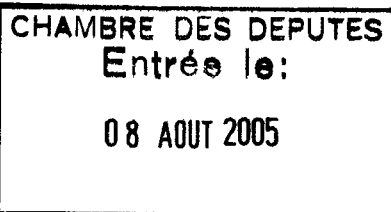


LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère d'État
La Secrétaire d'État aux Relations avec le Parlement
Service Central de Législation

Luxembourg, le 4 août 2005

Monsieur le Président
de la Chambre des Députés

Luxembourg



Personne en charge du dossier:
Nicole Sontag-Hirsch
☎ 478 - 2952

Réf.: 2004 - 2005 / 518 - 02

Objet: Réponse à la question parlementaire n° 518 du 20 juillet 2005
de Madame la Députée Nancy Kemp-Arendt.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous transmettre en annexe la réponse de Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action Humanitaire à la question parlementaire sous objet, concernant l'excision féminine dans certains pays cibles de la coopération luxembourgeoise.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

La Secrétaire d'Etat aux Relations
avec le Parlement

Octavie Modert



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère des Affaires étrangères

Le Ministre de la Coopération
et de l'Action Humanitaire

Luxembourg, le 3 août 2005

REF: 5-GEN-2004-1023

Monsieur Lucien Weiler
Président de la Chambre des
Députés
Luxembourg

Concerne : Réponse à la question parlementaire n°Q518 de Madame le députée, Nancy
Arendt, datée du 20 juillet 2005

Monsieur le Président,

Suite à votre fac-simile daté du 22 juillet 2005, j'ai l'honneur d'accuser réception de la
question parlementaire n°Q518 de Madame le députée, Nancy Arendt datée du 20 juillet
2005.

Je vous prie de trouver ci-joint ma réponse à celle-ci.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma très haute considération.

| | |
|---|------|
| Le Ministre aux Relations avec le Parlement | |
| SERVICE CENTRAL DE LEGISLATION | |
| Reg.: | SCL: |
| Entré le: 03 AOUT 2005 | |
| CE: | CHD: |
| A traiter par: | |
| Copie à: | |

Jean-Louis SCHILTZ

**Réponse de Monsieur le Ministre de la Coopération
et de l'Action humanitaire, Jean-Louis Schiltz
à la question parlementaire Q518 de Mme le Députée Nancy Arendt**

L'excision est un phénomène qui touche une majorité de femmes dans les pays sahéliens, partenaires privilégiés de la Coopération luxembourgeoise. Pratique ancestrale, l'excision est profondément ancrée dans le vécu et les cultures ouest africaines. Les stratégies de lutte frontales et agressives contre l'excision n'ont bien souvent pas été concluantes. Au contraire, elles ont souvent suscité un repli culturel et la recherche d'une nouvelle légitimité.

Le Luxembourg intègre bien dans ses programmes de coopération en Afrique de l'Ouest des campagnes de prévention et de sensibilisation des femmes et des hommes aux problèmes de santé engendrés par l'excision afin de contrer cette pratique. Ceci est particulièrement le cas au Mali, où l'excision touche une grande majorité de femmes. Cela est également le cas dans une moindre mesure au Sénégal et au Burkina Faso, où des projets touchent indirectement à cette importante question.

Depuis 2000, la Coopération luxembourgeoise a décidé de soutenir un projet de l'UNFPA (Fonds des Nations Unies pour la Population) visant à appuyer les efforts du gouvernement et de la société civile du Mali dans la lutte contre l'excision. Je me suis longuement entretenu avec les responsables de ce projets lors de ma dernière visite au Mali et j'ai pu ainsi m'assurer de même qu'au cours de mes autres entretiens au Mali, de la pertinence de celui-ci.

Au cours d'une première phase de ce projet d'un budget de 416 582 Euros, les activités suivantes ont été menées de 2000 à 2003 :

- sensibilisation des familles les personnes influentes qui prennent la décision de l'excision ;
- plaidoyer à l'endroit des leaders religieux, communautaires, administratifs et politique afin d'avoir leur adhésion à l'abandon de l'excision ;
- formation des médias traditionnels et modernes afin de les utiliser dans le cadre de la lutte contre l'excision ;
- politique de communication pour le changement de comportement dans la zone pilote de Bougouni (40 villages) où 4 animateurs et 1 superviseur étaient chargés de faire de la sensibilisation de proximité.

Pour ce faire, les six stratégies suivantes ont été utilisées :

- 1- Le plaidoyer auprès des décideurs politiques, administratifs, communautaires et religieux ;
- 2- Le renforcement des capacités à travers la formation des structures étatiques et non étatiques impliquées dans la lutte contre l'excision ;
- 3- L'animation/sensibilisation des populations à travers les activités des animateurs à Bougouni, les émissions radiophoniques et les ateliers et séminaires.
- 4- Les études et recherches sur la pratique de l'excision;
- 5- Les voyages d'échange d'expériences avec les pays connaissant le phénomène de l'excision comme le Mali.
- 6- Le suivi et l'évaluation des actions entreprises.

La 1^{ère} phase de ce programme a permis d'atteindre les résultats suivants :

- Baisse de la prévalence de l'excision entre 1996 (EDSII : 94,8%) et 2001 (EDSIII : 91,7%) de 3% ;
- 60 000 personnes sensibilisées dans la zone pilote de Bougouni ;

- 250 leaders religieux musulmans sensibilisés à Bougouni et dans le reste du pays ;
- 800 femmes sensibilisées à Bougouni ;
- Plusieurs milliers de personnes touchées à travers les émissions radiophoniques ;
- 50 journalistes des radios et presse écrite formés et sensibilisés ;
- Formation de 60 médecins et sages femmes ;
- 10 000 étudiants sensibilisés ;
- 60 communicateurs traditionnels sensibilisés et formés ;
- 70 parlementaires et secrétaires parlementaires sensibilisés
- 40 Associations et ONG ont bénéficié des formations du projet.
- Contribution à la création du Programme National de Lutte contre l'Excision (PNLE)

En termes qualitatifs, ce programme a conduit à une évolution importante des mentalités et des comportements. Il a permis de lever le tabou sur l'excision. Les discussions à ce sujet se font désormais ouvertement. Il a également permis de traduire concrètement l'engagement du Gouvernement dans la lutte contre l'excision (se traduisant entre autres par la prise en compte de l'excision dans la loi sur la Santé de la Reproduction), d'appuyer la multiplication et la fédération des associations et ONG impliquées dans ce domaine. Elle a aussi eu pour conséquence l'engagement d'un nombre important de personnes à ne plus faire exciser leurs filles.

Ce premier appui a abouti à une vraie prise de conscience des effets néfastes de la pratique de l'excision. L'année 2002 a vu la création du Programme National de Lutte contre la Pratique de l'Excision (PNLE) et l'engagement de nombreux parlementaires, élus communaux, leaders religieux et communautaires contre la pratique de l'excision. Mais l'excision reste très présente au Mali et il est nécessaire de poursuivre les activités afin de parvenir à l'abandon de cette pratique.

Etant donné l'engagement du gouvernement malien et les résultats atteints lors du premier appui, la Coopération luxembourgeoise a décidé, à partir de 2004, de poursuivre son appui pour 4 ans au Programme National de Lutte contre la Pratique de l'Excision (PNLE) à hauteur de 445.333 Euros. Une des innovations de ce second appui est d'apporter une assistance médicale directe aux jeunes filles et aux femmes victimes de complications liées à l'excision.

Dans d'autres pays d'Afrique de l'Ouest partenaires privilégiés de la Coopération luxembourgeoise, certains appuis participent à la lutte contre l'excision :

- au Sénégal, la Coopération luxembourgeoise a appuyé, en partenariat avec l'UNFPA, la création d'un centre pour adolescents à Kédougou dans le Sénégal oriental où l'excision est fortement pratiquée - un des objectifs de ce centre est de faciliter la reconversion sociale et économique des exciseuses ;
- au Niger, toujours en partenariat avec l'UNFPA, la Coopération luxembourgeoise apporte un appui au projet Maternité sans risque dans la région d'Agadez. Le but de celui-ci est de contribuer à la réduction de la forte mortalité maternelle et à l'amélioration de la santé de la reproduction des populations de la région d'Agadez. Alliant prévention et prise en charge médicale, ce projet contribue à réduire les risques liés aux suites de l'excision ;
- au Burkina Faso, à travers un important projet bilatéral de sécurité transfusionnelle, la Coopération luxembourgeoise participe à la disponibilité et à la qualité de produits sanguins au niveau national et local ; les femmes victimes des complications liées à l'exciseuse font partie des bénéficiaires de ce programme.

Enfin, vous trouverez ci-joint un DVD regroupant différents films sur des projets de notre coopération dans le secteur de la santé en Afrique de l'Ouest. Celui concernant l'excision au Mali fait l'objet d'un documentaire intitulé « le PASAF, un pas vers l'abandon de l'excision ».